

INCOHÉRENCE ET FOIRE D'EMPOIGNE...

Depuis qu'il est constitué, le Gouvernement s'emploie à liquider l'embarrassante question des salaires. Les ministres se sont tous mis courageusement à l'ouvrage et les résultats ne se sont pas fait attendre: au Conseil de cabinet qui s'est tenu mardi 2 juillet, ils se sont trouvés unanimement d'accord pour ramener l'augmentation à 8 ou 10% et tout laisse à penser qu'ils ne s'arrêteront pas en si bon chemin.

Les communistes, s'il faut en croire certaines rumeurs, seraient quelque peu divisés sur ce redoutable problème. Frachon ne serait pas content, mais pas du tout des concessions successives de ses amis au Gouvernement, et aurait l'intention de se montrer intransigeant sur les 25%. Pour notre part, nous connaissons trop bien ces messieurs. et de trop longue date, pour conserver le moindre doute sur les raisons de leur attitude: ils jouent une fois de plus la comédie, mais tout s'arrangera, soyons sans crainte.

Il ne faut pas perdre de vue que depuis quelques mois la position du parti communiste est devenue véritablement délicate. L'échec du 5 mai a constitué pour lui un avertissement suffisamment sérieux pour qu'il dût en tenir compte. On s'est donc partagé les rôles: d'une part, on a fait de la démagogie sur les salaires pour obliger les chefs du M.R.P. à accepter un marchandage au bout duquel les communistes entraînent tout de même dans un gouvernement où ils n'avaient plus rien à faire: d'autre part, il fallait manœuvrer adroitement pour ne pas perdre la confiance des masses ouvrières que l'on abandonnait dans les conseils du Gouvernement. Tout se ramenait à savoir comment réagiraient usines et chantiers, d'où la bombe Hénaff. La classe ouvrière, c'est regrettable mais c'est ainsi, la classe ouvrière n'a pas réagi du tout, et les communistes savent qu'ils peuvent continuer à jouer sur plusieurs tableaux à la fois, pratiquer la solidarité au Ministère et l'opposition dans le pays. Telle est la vérité sur les prétendues divergences qui séparent les chefs stalinien. Et, après tout, les autres partis n'en font-ils pas autant?

Les socialistes paraissent surtout pressés d'obtenir l'approbation des accords Blum-Byrnes. Nous comprenons à la rigueur le souci, louable en soi, d'éviter à la France le sort de tels pays d'Europe orientale soumis à une bolchevisation brutale. Nous aurions cru tout de même que ça pouvait s'obtenir par d'autres moyens qu'en livrant le pays à la finance anglo-saxonne. Beau résultat que d'emprunter au Shylock yankee pour lui acheter ses conserves avariées, ses navires poussifs et toute une camelote ruineuse et inutilisable, au détriment de la production nationale (cinéma, automobile, etc...) qui va être progressivement éliminé des deux marchés, inférieur et extérieur! Mais qu'importe à certains politiciens le sort de telle ou telle nation? Comme tout cela leur est étranger! Et si M. Blum est internationaliste, une certaine finance n'est-elle pas internationale? L'internationalisme de M. Blum n'est qu'un cosmopolitisme sans principes et foncièrement étranger au génie des peuples.

Lorsque nous disons «*démagogie*» à propos de la revendication communiste des 25% cela ne signifie pas que nous la croyons irréalisable: n'avons-nous pas démontré dernièrement que les salaires n'ont aucun rapport avec la monnaie et les prix et pouvaient par conséquent être augmentés de beaucoup plus de 25% sans aucun danger pour les finances publiques? Ce que nous condamnons sous ce nom de démagogie, c'est la cynique exploitation des misères et des désirs populaires dans un but de chantage politique. Les communistes sont passés maître dans cet art ignoble: ils se révèlent par-là les authentiques disciples de Marx et de l'in vraisemblable clique de politiciens bourgeois et radicaux que le pion du socialisme avait ramassés dans les loges et les cabarets de Genève et de Londres et qui devaient lui servir en 1872 à expulser Bakounine et les anarchistes du Conseil de l'Internationale d'abord, et à poser ensuite l'acceptation du parlementarisme comme un dogme. La saloperie parlementaire est en train de crever de sa vilaine mort et devrait entraîner dans sa déliquescence les farceurs politiciens qui se sont engraisés depuis trois quarts de siècle en exploitant les blagues de la politique démocratique-bourgeoise. La décadence sans remède de la démocratie, tout comme l'échec du fascisme, annonce la chute finale de l'idée gouvernementale. Elle justifie

nos aînés qui écartèrent à jamais les anarchistes des sentiers du pouvoir. Les anarchistes d'aujourd'hui ne démériteront pas.

Dans une interview accordée à la «*Tribune économique*», M. Robert Schuman affirme, d'une part, que l'augmentation, si elle est de 15% imposera à la nation une charge nouvelle de 103 milliards, et, d'autre part, que l'industrie privée ne doit attendre aucune aide de l'État et devra financer les augmentations en réduisant ses marges bénéficiaires. Alors, on ne comprend plus: la marge bénéficiaire constitue le revenu des non-salariés (patrons, actionnaires, etc...). Si on réduit la part de Paul pour accroître celle de Pierre, on ne voit pas bien la charge que cela peut impliquer pour le pays. Il y a seulement déplacement de revenus, le revenu total national restant sans changement. Mais on voit percer le bout de l'oreille: toujours l'insoluble quadrature du cercle. On condescendrait bien à accroître la part des travailleurs, mais à condition de ne pas diminuer celle des exploités, dont le train de vie est toujours tabou. Si les non-salariés ont la moitié du gâteau et les salariés l'autre moitié, on veut bien porter la part des salariés aux trois quarts à condition que les non-salariés conservent le droit à la moitié. Voilà où est tombée l'économie politique depuis Quesnay, Adam Smith et Ricardo. Ils appellent ça le progrès scientifique. L'économie politique mérite de crever comme le reste.

Le même hebdomadaire économique nous apprend que Croizat et Marcel Paul viennent de signer un décret en date du 22 juin établissant pour les directeurs et chefs de bureau de l'électricité et du gaz nationalisés une échelle de traitement allant de 477.000 francs à plus d'un million par an. La république des camarades continue de se farcir. Et nous parlerions que maint directeur figure sur les contrôles du parti communiste. Charité bien ordonnée!!!...

Quel que soit le régime et le gouvernement le peuple est toujours mangé. Et pourtant il faut en sortir. Il faut en sortir par le retour à notre ancestrale tradition communaliste et fédéraliste, ensevelie depuis cinq siècles et étouffée sous la centralisation monarchique et républicaine. Ce que nous appelons commune libertaire n'est au fond que le nom nouveau d'une très vieille chose. Commune ouvrière, syndicat, coopérative, libre fédération! Il y a encore une voie de salut pour le peuple.
